



Déclaration CGT CSA du 4 novembre 2025

La séquence politique de ces dernières semaines a révélé bien des surprises avec, il faut bien l'avouer, beaucoup de confusions et de rebondissements avant qu'enfin le gouvernement soit nommé.

En attendant, le monde du travail, bien loin de ce tumulte politique et médiatique, est à la tâche et fait tourner l'économie. Il n'en demeure pas moins qu'il reste attentif à la politique qui sera menée et surtout au budget qui sera proposé et voté puisque celui-ci aura des conséquences directes dans sa vie quotidienne.

Et la forte mobilisation du jeudi 18 septembre où des centaines de milliers de personnes sont allées manifester, suivie très vite par la mobilisation du 2 octobre montre à quel point les travailleuses et travailleurs, étudiant·es et retraité·es refusent un budget d'austérité. Dans ces manifestations on entendait des slogans contre l'austérité, pour des salaires dignes, contre la réforme des retraites ou pour des moyens pour les services publics. On a entendu aussi la question d'une meilleure répartition des richesses, une revendication qui gagne progressivement les esprits. Là-dessus, les organisations syndicales qui sont sur cette revendication, ont gagné la bataille des idées.

De même qu'elles avaient gagné la bataille des idées au moment des fortes mobilisations contre la réforme des retraites Borne Macron. C'est la raison pour laquelle cette question s'est invitée au cœur des débats ces dernières semaines. La suspension de cette réforme, est, pour la CGT, une toute petite avancée qui ne saurait satisfaire la majorité des travailleuses et travailleurs tant on est loin de l'abrogation et loin de la revendication historique de la CGT de la retraite à 60 ans. Par ailleurs cette petite avancée s'accompagne, dans le prochain budget proposé, de toute une série de mesures inacceptables. Pour la CGT, c'est ni plus ni moins qu'une purge budgétaire draconienne. Si ce projet de budget est adopté, les retraité·es en seront les premières victimes, avec l'explosion des frais de santé liée au doublement des franchises médicales, auquel s'ajoute les dépassements d'honoraires et aussi la désindexation des pensions prévue jusqu'en 2030. C'est pourquoi La CGT et les organisations de retraité·es appellent à une mobilisation le 6 novembre pour dénoncer "ce budget d'une violence inédite notamment pour les retraité·es", mais aussi exiger un budget de justice sociale et fiscale. En effet, réduire les prestations sociales est aussi d'une grande violence notamment pour les malades et les plus précaires.

De même, les coups de rabot sur les services publics, à qui on demande de compresser les coûts et d'augmenter toujours plus l'efficacité, sont inacceptables. La qualité d'un service public ne s'évalue pas par rapport aux coûts mais par rapport à ce qu'il délivre. Or la majorité de la population, sondage après sondage est satisfaite des services publics et y est attachée. Faire des économies sur ces services publics, comme cela est fait depuis des années est une erreur politique majeure.

Pour en venir à notre secteur, nous ne pouvons que constater un moral en berne pour les collègues et ce, toutes catégories confondues. Conditions de travail qui se dégradent d'année en année, manque de reconnaissance, salaires insuffisants...La liste est longue et les échos que l'on peut entendre sur le futur budget ne sont pas de nature à rassurer les personnels avec notamment les 4000 postes qui seraient supprimés en raison de la baisse démographique. La pilule est particulièrement amère à avaler alors que la plupart des collègues souffrent justement d'effectifs par classe trop importants. La question des effectifs est, selon les collègues, un frein au bon exercice de leurs missions à savoir faire réussir tous et toutes les élèves. C'est souvent la raison pour laquelle les collègues après quelques années d'exercice nous disent avoir perdu le sens du métier. S'ajoute à cela des réformes idéologiques, auxquelles l'actuel ministre a largement contribué, imposées au pas de charge et qui ont accentué le tri social.

C'est le cas par exemple des réformes successives de la voie professionnelle qui n'ont fait que diminuer les heures d'enseignement alors que les élèves de la voie pro ont justement besoin de plus d'école. Quant au parcours différencié, le bilan est sans appel : désorganisation des services, absentéisme record des élèves, non-sens pédagogique. Les personnels sont totalement opposés à ce dispositif et avec l'intersyndicale, nous avons organisé la journée de mobilisation le 14 octobre afin de revendiquer l'abandon de ce parcours différencié et un plan d'urgence pour la voie pro. D'autre part, il serait temps que notre ministère et celui du travail prennent à bras le corps la problématique de la sécurité des jeunes sur les lieux de stage. Nous avons été cosignataires d'une tribune dont le titre résume tout « le travail tue, il tue des mineurs ». Pour rappel, 5 jeunes entre avril et juin sont mort-es au travail. Cette réalité cruelle doit cesser !

Au moment même où paraissent les résultats de l'enquête TALIS qui démontrent combien les personnels se sentent méprisés par l'Institution, vous avez été nommé, monsieur le ministre. Notons au passage que vous êtes le 7^{ème} ministre en 3 ans ! C'est dire le manque de sérénité qu'a connu notre ministère. La tâche sera rude : restaurer la confiance avec les personnels est primordial et cela passera par la question de la revalorisation salariale de tous les personnels, l'obtention d'un corps de fonctionnaire de catégorie B pour tous·tes les AESH ; la réduction des effectifs par classe, la fin des suppressions de postes et un plan pour la rénovation du bâti scolaire.

Pour la CGT Éduc'action et on l'a souvent dit dans les instances, considérer l'Éducation en termes de dépense est une erreur majeure. Pour utiliser un jargon libéral, l'Éducation doit être considérée comme un investissement.

Il faut donner à l'École les moyens humains et financiers afin de permettre aux élèves d'accéder à un enseignement de qualité et émancipateur, permettre aux personnels de former les jeunes et tous·tes les jeunes quelle que soit leur origine sociale, d'un point de vue professionnel mais aussi leur donner les clés pour comprendre la société et les enjeux d'aujourd'hui. C'en est cela que nous pouvons parler d'investissement et ce quel que soit le casting du gouvernement et du ministère de l'Éducation.